



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Prestations de nettoyage de la collection de tapis Louis
XIV du Mobilier national

Marché n°2025-MAPA-01

SOMMAIRE

I. OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
A) Identification du pouvoir adjudicateur.....	3
B) Objet du marché.....	3
C) Liste des annexes.....	3
D) Précision terminologique	3
II. PRESENTATION ET CONTEXTE DU MARCHÉ.....	3
A) Présentation de l'établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales	3
B) Présentation du Mobilier national	4
C) La collection de tapis Louis XIV.....	4
II. DEFINITION DES PRESTATIONS	5
A) Délai d'exécution des prestations	5
B) Prestations attendues pour les tapis complets et les tapis fragmentaires grand format	5
C) Prestations attendues pour les tapis fragmentaires, hors tapis fragmentaires grand format.....	6
D) Méthodologie - Méthode de dépoussiérage et de nettoyage.....	7
E) Conditions particulières relatives à l'exécution des prestations dans les locaux du Mobilier national	7
1) Lieu et horaires d'intervention	7
2) Exigences de propreté des locaux	7
3) Consignes d'accès	8
4) Moyens mis à disposition par le Mobilier national.....	8
3) Rapport d'intervention	8
III. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	9
A) Introduction	9
B) Suivi d'exécution du marché.....	9
A titre prévisionnel, la réunion de démarrage aura lieu la 1 ^{ème} quinzaine d'avril 2025. Le titulaire présentera dans son cadre de réponse technique un calendrier prévisionnel d'exécution des prestations avec le détail des tapis (complets et fragmentaires) à traiter.....	9
C) Prévention des risques et sécurité	9
1) Protection du personnel et conditions de travail	9
2) Consignes de sécurité.....	9
3) Equipements de protection individuelle (EPI)	10
4) Plan de prévention des risques (PPR)	10
D) Modalités en cas de dommages	11
1) Détérioration des collections.....	11
2) Détérioration des locaux du Mobilier national	11

I. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

A) Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay, désigné « l'établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales » ou ci-après « le Mobilier national ».

B) Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage de 26 tapis Louis XIV de la collection du Mobilier national (21 tapis de la grande galerie, dite galerie du bord de l'eau, et 5 tapis de la galerie d'Apollon). Il porte sur une prestation de services.

C) Liste des annexes

Le présent CCTP comporte une annexe:

- Annexe n°1 : Liste des tapis.

D) Précision terminologique

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché, pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

II. PRESENTATION ET CONTEXTE DU MARCHÉ

A) Présentation de l'établissement public Mobilier national – Sèvres – Manufactures nationales

Au 1er janvier 2025 a été créé un nouvel établissement public réunissant le Mobilier national et la Cité de la céramique – Sèvres et Limoges, rattaché au ministère de la Culture. À la fois soutien et acteur de l'écosystème des arts décoratifs et du design français, il rassemble plus de 600 agents qui œuvrent au quotidien à entretenir des collections d'exception, à pratiquer des savoir-faire d'excellence et à mettre en valeur la richesse de ce patrimoine.

Unique au monde, ce pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d'art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d'art. Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l'écosystème fragile des métiers d'art ; la valorisation des cultures matérielles et du geste ; le rayonnement national et international de ses savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d'histoire, il est notamment constitué de : 2 musées (le musée national de la

céramique de Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché de Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture de céramique de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d'Alençon et du Puy-en-Velay ; l'atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l'ameublement. Il rayonne sur toute la France à travers 8 sites à : Paris, Sèvres, Beauvais, Alençon, Limoges, Aubusson, Le Puy-en-Velay, Lodève.

B) Présentation du Mobilier national

Soutien des métiers d'art et de la création depuis le XVII^e siècle, le Mobilier national a pour mission d'assurer la conservation et la restauration de collections uniques au monde, de perpétuer et de transmettre des savoir-faire exceptionnels. Haut lieu de patrimoine, l'institution est aussi un acteur majeur de la création contemporaine et de la promotion des arts décoratifs à la française.

Le Mobilier national possède une collection de dizaines de milliers de meubles et d'objets destinés à l'ameublement et au décor des lieux officiels de la République en France et à l'étranger. Plus de trois cent quarante femmes et hommes œuvrent au quotidien pour entretenir, pratiquer et mettre en valeur des savoir-faire d'exception à Paris et en région.

Les manufactures des Gobelins et de Beauvais sont vouées à la tapisserie, la manufacture de la Savonnerie au tapis, les ateliers du Puy-en-Velay et d'Alençon à la dentelle. Sept ateliers de restauration se répartissent les différentes spécialités du bois, du métal et du textile.

Enfin, créé en 1964 à l'initiative d'André Malraux, l'Atelier de Recherche et de Création (ARC) promeut la création et le design contemporain en France.

Résolument tourné vers l'avenir, le Mobilier national témoigne, par ses savoir-faire et son rôle en soutien au design mobilier et textile, de la vitalité de la création artistique.

C) La collection de tapis Louis XIV

À titre d'information, la collection du Mobilier national est visible en ligne sur le site : <https://collection.mobilier-national.fr/recherche>.

Les biens entrant dans le champ du présent marché relèvent des collections publiques françaises. Il s'agit de la collection de tapis Louis XIV.

HISTORIQUE

I. Commande et réalisation des cartons aux Gobelins

Au début du règne de Louis XIV, alors que le palais du Louvre était destiné à devenir la résidence officielle du nouveau roi - avant d'être supplanté par Versailles - 92 tapis furent tissés par la Manufacture de la Savonnerie entre 1668 et 1688 (soit 20 ans) pour recouvrir le sol de la grande galerie, reliant l'ancien palais du Louvre aux palais des Tuileries.

La grande galerie, dit aussi « galerie du bord de l'eau » (puisque'elle longe la Seine), présentait une longueur de 442 mètres et devait être entièrement recouverte de tapis de 9 mètres de large, soit près

de 4 000 m² de tissage. Les dessins préparatoires des tapis furent élaborés par Charles Le Brun (1619-1690), premier peintre du roi et les cartons à grandeur d'exécution furent réalisés par des peintres spécialisés au sein de l'enclos de la manufacture des Gobelins, dont Charles Le Brun était également directeur.

Cette commande avait été précédée par celle des tapis de la petite galerie ou galerie d'Apollon du Louvre menant au salon carré puis à la grande galerie. Cette série de 13 tapis de 9 mètres de large, tissés entre 1661 et 1668, sur les dessins de Charles le Brun servit de galop d'essai à la commande de ceux de la grande galerie.

II. Le tissage à la manufacture de la Savonnerie

La technique utilisée pour le tissage, d'origine orientale, est le point noué. Elle permet d'obtenir des tapis en velours. Elle fut introduite en France sous le règne d'Henri IV afin de limiter l'exportation de tapis orientaux à travers la création de l'atelier de Pierre Dupont, installé depuis 1608 au rez-de-chaussée de la grande galerie du Louvre.

Le tissage des tapis de la grande galerie fut cependant initié en 1668 par un atelier rival de celui de Pierre Dupont, l'atelier Lourdet, installé depuis 1626 dans une ancienne manufacture de savon située au pied de la colline de Chaillot d'où le nom de « Savonnerie ». Le lieu était en effet propre à accueillir des métiers de 9 mètres de long nécessaires au tissage de cette commande exceptionnelle. En 1671, l'atelier Dupont rejoignit la Savonnerie et travailla conjointement avec l'atelier Lourdet pour répondre aux besoins de main-d'œuvre requis pour cette production hors norme.

Louis XIV ayant préféré s'installer à Versailles, les tapis ne furent jamais utilisés dans la grande galerie. La fin de l'Ancien Régime et la Révolution française disperseront l'ensemble. En 1797, 47 tapis de la série furent vendus ou subiront des dommages irréparables. Quelques tapis restèrent cependant dans les collections nationales et seront utilisés sous le Premier Empire par Napoléon, qui s'efforcera de racheter plus d'une vingtaine de tapis de la série.

Sur les 92 tapis produits pour la grande galerie, 41 sont inscrits sur les inventaires des collections du Mobilier national (dont 33 complets) ainsi que 5 des 13 tapis de la galerie d'Apollon (dont 1 complet).

Le présent marché ne concerne qu'une partie de cette collection.

II. DEFINITION DES PRESTATIONS

A) Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution plafond pour la réalisation de l'ensemble des prestations est de 12 mois à compter de la notification du marché.

B) Prestations attendues pour les tapis complets et les tapis fragmentaires grand format

La présente opération de nettoyage vise à éliminer la poussière, les dépôts et les taches qui altèrent la bonne conservation des tapis et perturbent leur lisibilité.

1. Les prestations envisagées sur les oeuvres devront comporter :

- Présence à la réunion de démarrage du marché;

- Tests préalables de stabilité des colorants des fibres textiles ;
- Protection éventuelle des zones présentant des risques de perte de matière ;
- Opération de dépoussiérage et de nettoyage ;
- Rapport d'intervention par tapis avec constat d'état et documentation photographique avant, pendant et après intervention ;
- Réunions d'étape hebdomadaires incluant la remise du rapport d'intervention du dernier tapis nettoyé. Une personne référente de l'entreprise ou du groupement sera identifiée et assurera le suivi tout au long du chantier.

2. Organisation : Mouvements et mise à disposition

L'atelier de restauration de tapis du Mobilier national a procédé au dépoussiérage et au nettoyage d'une partie de la collection (tapis non concernés par le présent marché). Suite à ces interventions et compte tenu du poids et des dimensions monumentales des tapis, nous envisageons l'organisation du travail suivante : dépoussiérage et nettoyage d'un tapis par jour et par semaine sur place au Mobilier national.

Les mouvements et la mise à disposition des tapis complets seront faits par le Mobilier national. Les petits mouvements et manipulations des tapis complets durant l'intervention seront faits par le titulaire.

C) Prestations attendues pour les tapis fragmentaires, hors tapis fragmentaires grand format

La présente opération de nettoyage vise à éliminer la poussière, les dépôts et les taches qui altèrent la bonne conservation des tapis fragmentaires et perturbent leur lisibilité.

1. Les prestations envisagées sur les oeuvres devront comporter :

- Tests préalables de stabilité des colorants des fibres textiles ;
- Protection éventuelle des zones présentant des risques de perte de matière ;
- Opération de dépoussiérage et de nettoyage ;
- Rapport d'intervention par tapis fragmentaire avec constat d'état et documentation photographique avant, pendant et après intervention ;
- Réunions d'étape hebdomadaires incluant la remise du rapport d'intervention du dernier tapis fragmentaire nettoyé. Une personne référente de l'entreprise ou du groupement sera identifiée et assurera le suivi tout au long du chantier.

2. Organisation : Mouvements et mise à disposition

Le titulaire est libre de proposer sa méthodologie sur son organisation. Toutefois, les prestations se déroulent sur place au Mobilier national.

Les mouvements et la mise à disposition des tapis complets seront faits par le Mobilier national. Les petits mouvements et manipulations des tapis complets durant l'intervention seront faits par le titulaire.

D) Méthodologie - Méthode de dépoussiérage et de nettoyage

Le dépoussiérage doit être effectué sur l'endroit et sur l'envers du tapis avec des outils et matériaux conformes à la déontologie de la conservation-restauration (appareils avec filtre HEPA, équipement adapté pour ne pas salir les tapis pendant l'intervention).

Le nettoyage devra être effectué sur l'endroit, en faisant attention à repositionner le velours dans le sens du tissage, et sur l'envers du tapis.

Le temps de séchage du tapis avant de le rouler à nouveau doit être pris en compte.

E) Conditions particulières relatives à l'exécution des prestations dans les locaux du Mobilier national

1) Lieu et horaires d'intervention

Il est précisé que le titulaire réalisera les prestations de dépoussiérage et de nettoyage des tapis (complets et fragmentaires) dans une des réserves du Mobilier national située au 1 rue Berbier du Mets, 75013 Paris.

Sauf mention contraire, les horaires d'intervention sur le site du Mobilier national à Paris sont en semaine, du lundi au vendredi, de 8h30 à 16h.

Il est toutefois indiqué que ces horaires pourront, d'un commun accord, être modifiés en fonction des aléas des prestations.

En cas de nécessité, liée par exemple au fonctionnement ou à l'exploitation du bâtiment où se déroule la prestation, la cheffe de l'atelier de restauration de tapis ou son adjointe, ci-après citées « représentant du Mobilier national », pourront imposer des interruptions de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les horaires définis en amont de la prestation avec le représentant du Mobilier national.

2) Exigences de propreté des locaux

L'attention des entreprises est attirée sur les exigences de propreté liées au fait que les prestations se déroulent en site occupé et en activité.

Il en découle les obligations suivantes :

- Maintenir propre en permanence non seulement le lieu d'exécution des prestations, mais également tous les espaces que le titulaire a à emprunter pour accéder à la zone de travail ou pour évacuer son matériel, et notamment les monte-charges ;
- Évacuer immédiatement les éventuels déchets.

Si le Mobilier national constate un manquement du titulaire aux obligations ci-dessus, il sera demandé au titulaire de procéder au nettoyage de la (des) zone(s) concernée(s) à ses frais.

3) Consignes d'accès

Il appartient au Mobilier national d'assurer l'accès des bâtiments aux équipes du titulaire.

Le Mobilier national fournira une description de ces accès : stationnement, dimensions des couloirs, ascenseurs et monte-charges utilisables, etc.

Le titulaire devra respecter les consignes d'accès au site transmises par le représentant du Mobilier national.

Pour tout accès au Mobilier national et pour toute exécution des prestations sur place, le titulaire doit:

- fournir au représentant du Mobilier national une liste nominative des agents présents sur le site, ainsi que les immatriculations des véhicules. Tout changement dans la liste doit être notifié 24 – 48 h avant le début de la prestation.
- à son arrivée au Mobilier national, le titulaire doit remettre un document d'identité valide à la loge d'accueil; le personnel du titulaire recevra alors un badge d'accès temporaire au site, qu'il conviendra de laisser apparent pendant toute la durée de la prestation.

Les agents du titulaire sont amenés à circuler dans les enceintes du Mobilier national, dans certains ateliers et manufactures, ainsi que dans les réserves. Il est précisé que le titulaire ne circulera dans les locaux qu'accompagné d'agents du Mobilier national.

4) Moyens mis à disposition par le Mobilier national

Le titulaire doit prévoir l'ensemble du matériel permettant l'exécution des prestations.

Le Mobilier national ne mettra aucun matériel à sa disposition. Cependant, un espace de proximité pourra être mis à disposition pour stocker le matériel nécessaire pour la prestation.

3) Rapport d'intervention

Le titulaire du marché remettra un rapport d'intervention par tapis complet/ tapis fragmentaire au Mobilier national au fur et à mesure de l'exécution des prestations.

Le rapport présentera obligatoirement les informations suivantes :

- L'identification du tapis (numéro d'inventaire) ;
- Un constat d'état détaillé du tapis après intervention (avec relevé d'altérations) ;
- Un descriptif de la méthodologie employée ;
- Des photographies des détails de l'œuvre avant, pendant et après intervention ;
- La nature des produits et des matériaux mis en œuvre et leurs fiches techniques ;
- Les préconisations de stockage et de manipulation ;
- La date et la durée de l'intervention ;
- Les noms et coordonnées des exécutants.

Au plus tard un mois avant la fin de la durée du marché, le titulaire remettra également un rapport final récapitulant l'ensemble des interventions réalisées.

Tous les rapports d'intervention seront remis sous une forme numérique facilement exploitable par le Mobilier national (pdf à privilégier).

III. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

A) Introduction

Le titulaire est réputé avoir parfaitement pris connaissance de toutes les sujétions citées ci-après liées à l'exécution du marché :

- Les contraintes liées aux œuvres (dimensions, poids, volume, matériaux, précautions liées, conditions de conservation, etc...);
- Les contraintes liées aux lieux d'exécution (accès, circulation, sécurité);
- Les contraintes liées aux mouvements.

B) Suivi d'exécution du marché

A titre prévisionnel, la réunion de démarrage aura lieu la 1^{ème} quinzaine d'avril 2025. Le titulaire présentera dans son cadre de réponse technique un calendrier prévisionnel d'exécution des prestations avec le détail des tapis (complets et fragmentaires) à traiter.

C) Prévention des risques et sécurité

1) Protection du personnel et conditions de travail

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité.

Il doit respecter les dispositions en vigueur du Code du travail et toute autre disposition lui étant applicable.

Il est d'ores et déjà précisé que :

- Les prestations doivent être réalisées sans produit chimique / toxique ;
- Les prestations ne nécessitent pas de travail en hauteur.

2) Consignes de sécurité

L'exécution des prestations doit s'effectuer dans le respect des normes et règlements en vigueur.

Le titulaire doit prendre connaissance des consignes de sécurité incendie du Mobilier national et informer impérativement l'ensemble du personnel.

Le titulaire doit par ailleurs prendre toutes les dispositions nécessaires pour :

- Assurer la sécurité de son personnel dans l'exécution des prestations ;

- Avertir immédiatement le Mobilier national par tous moyens en cas de constatation d'anomalies ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens.

3) Equipements de protection individuelle (EPI)

Le titulaire doit doter son personnel d'équipements de protection individuelle à ses frais exclusifs.

La liste des EPI attendus en fonction de la nature des risques encourus dans l'exécution des prestations est détaillée dans le cadre du Plan de prévention des risques du marché établi par le Mobilier national et le titulaire pour toute la durée d'exécution des prestations.

À défaut de ces équipements, le personnel du titulaire se verra refuser l'accès aux opérations.

4) Plan de prévention des risques (PPR)

Conformément aux articles R.4511-1 et suivants du Code du travail, le titulaire et le Mobilier national établissent un plan de prévention des risques qui doit être rédigé et signé par l'ensemble des parties concernées avant le début de l'exécution du marché.

Le plan de prévention est rédigé à l'issue d'une inspection commune préalable (ICP), qui aura lieu lors de la réunion de démarrage du marché. L'ICP permet d'effectuer l'analyse de l'ensemble des risques professionnels auxquels le personnel du titulaire peut être exposé pendant l'exécution des prestations objets du présent marché et des risques professionnels que cette exécution peut faire courir au personnel du Mobilier national.

Sa tenue est un préalable qui conditionne la rédaction du PPR.

Le plan de prévention doit définir toutes les mesures de prévention des risques à mettre en œuvre lors des interventions à risques vis-à-vis du personnel du titulaire, ainsi que du personnel et des visiteurs du Mobilier national.

Ces mesures portent notamment sur :

- L'accès au site et aux locaux (horaires, identification des intervenants, zones de sécurité, locaux à risques particuliers, etc.) ;
- La manutention des biens ;
- L'utilisation de matériel, outils ou machines ;
- La délimitation des zones d'intervention, le balisage et la signalisation des zones et des équipements concernés, le maintien de la circulation des personnes ;
- L'utilisation de produits, matières et énergie présentant des dangers d'incendie, d'explosion, de brûlure, d'intoxication, d'émanation et de pollution ;
- Les modalités d'intervention en site occupé ;
- Les prestations à risque ;
- Les prestations en milieu ou accès difficile ;
- La gestion de la co-activité.

Sont annexés au plan de prévention l'ensemble des documents permettant d'identifier les risques professionnels encourus du fait de l'exécution des prestations, ainsi que l'ensemble des documents réglementaires permettant d'attester de la formation et/ou de la certification d'aptitude du personnel

du titulaire chargé d'exécuter les prestations, et le cas échéant :

- Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés ;
- Les fiches techniques des matériels, machines et outils utilisés ;
- Les attestations de formation du personnel du titulaire (risque électrique...) ;

Les habilitations réglementaires du personnel du titulaire (risque électrique...).

D) Modalités en cas de dommages

1) Détérioration des collections

S'il est constaté qu'une œuvre a été détériorée ou abîmée, le Mobilier national sera en droit de demander un rapport détaillé sur les causes du dommage. Si la détérioration est due à la manipulation d'une œuvre par le titulaire, les restaurations ou les rachats sur devis fournis par le Mobilier national seront alors exclusivement à la charge du titulaire.

2) Détérioration des locaux du Mobilier national

Le titulaire est tenu de veiller au respect des locaux du Mobilier national dans lesquels il effectue les prestations. En cas de détérioration, la remise en état ou le remplacement sont à la charge du titulaire.

*****Fin du document*****